

Guerre en Iran : la France a encore une voix, mais a-t-elle quelque chose à dire ?

L'éditorial de Stéphane Sahuc

Publié le 3 mars 2026 par le journal l'Humanité

La France fut une voix originale dans le concert des nations, capable de porter un discours distinct de celui de ses alliés. Cette position, héritière d'une certaine idée de l'indépendance nationale, s'est progressivement délitée. Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, avec une constance inquiétante, ont fait entrer la France dans le rang. Plus qu'un alignement, c'est une reddition : celle d'un pays qui renonce à peser sur le destin du monde pour mieux se soumettre à la loi du plus fort.

Un cap semble pourtant avoir été franchi à l'occasion de [l'attaque conjointe menée par Donald Trump et Benyamin Netanyahu contre l'Iran](#). Face à une agression contre un État souverain, en dehors de tout cadre légal ou multilatéral, le représentant permanent de la France aux Nations unies a donné le ton en inversant les responsabilités en attribuant à l'Iran l'entière responsabilité de la guerre.

Quant au président de la République, il s'est contenté d'une réserve prudente, estimant que les « frappes » ne résoudraient pas les problèmes, et devaient s'arrêter au plus vite, tout en précisant que la France allait déployer les moyens nécessaires à la protection de ses alliés et en envoyant le Charles de Gaulle en Méditerranée. Autrement dit, à s'engager dans le conflit.

Sur le même thème



[Guerre en Iran : comment l'Europe contribue à enterrer le droit international](#)

Mais la véritable réponse politique du chef de l'État est venue lors de [son discours depuis l'île Longue](#), en Bretagne. Il y a annoncé une nouvelle posture stratégique nucléaire – « *la dissuasion avancée* » –, l'augmentation du nombre de têtes nucléaires dans l'arsenal français, et la fin de la transparence sur cet arsenal.

Un tournant. Pour Macron, la guerre n'est plus une éventualité, mais la seule perspective crédible, l'unique boussole d'un monde livré [aux appétits impérialistes](#). Exit la paix, reléguée au rang d'utopie naïve, voire d'irresponsabilité. Place à la loi du plus fort, à la peur comme instrument de pouvoir, à la course aux armements comme substitut de politique étrangère. Pourtant, ce n'est pas cette voie que la France devrait emprunter.

Elle pourrait incarner une autre ambition : celle du droit contre la force, du multilatéralisme contre les logiques de blocs, de la désescalade contre l'emballement guerrier. La France a encore une voix, mais a-t-elle encore quelque chose à dire ?

Sur le même thème

